

## Communiqué de presse



Le projet **À Citoyenneté Égale** vise à encourager la participation sociale, politique, culturelle et économique des ressortissants des pays tiers sur le territoire de la Grande Région.

Après avoir rassemblé le 26 septembre dernier une centaine d'acteurs associatifs issus de l'immigration non-communautaire de la Grande Région, le projet entame une deuxième phase en organisant trois tables rondes qui aborderont la question de l'insertion socioprofessionnelle des ressortissants des pays tiers dans l'espace transfrontalier. Rappelons que selon une étude récente<sup>1</sup>, 29% des non-communautaires vivant au Luxembourg sont touchés par le chômage ; ils vivent généralement des situations de sous-emploi qui engendrent de nombreuses frustrations et une exclusion sociale. Pivot incontournable pour que chaque personne puisse subvenir dignement à sa propre existence et pleinement participer à la vie sociale, l'accès à l'emploi et à la formation des immigrés reste pourtant largement absent des débats publics y compris ceux portant sur l'intégration.

La première table ronde se tiendra le jeudi 3 décembre à Luxembourg en présence de Nicolas Schmit, Ministre du Travail et de l'immigration et questionnera — à travers la participation du *Saarbrücker Initiative Migration und Arbeitswelt*, du *DGB Bildungswerk*, d'*Agir pour la formation et l'insertion en Lorraine* et du *Cripel* de Liège — l'accès à l'emploi des immigrés.

La formation professionnelle continue est saluée unanimement comme un moyen de combattre les risques de chômage, de valoriser les talents et compétences et de donner à chaque personne les moyens de s'inscrire dans une citoyenneté active. De nombreuses offres de formations sont proposées par les différents pays ; pourtant la situation spécifique des immigrés est rarement prise en compte. Les pouvoirs publics les encouragent à tirer profit de l'offre déjà existante sans se questionner sur les besoins et difficultés parfois spécifiques des personnes immigrées. Elles rencontrent de nombreux obstacles pour franchir à la fois les étapes d'un parcours administratif compliqué et entreprendre une démarche de formation, pour identifier les différentes offres de formations, pour faire valoir leurs compétences et les situer sur un nouveau marché du travail, etc.

L'accès à l'emploi des personnes immigrées demanderait sans doute une remise en question des pouvoirs publics sur l'octroi et le renouvellement des titres de séjours, mais soulève aussi un ensemble de questions sur la manière d'informer, d'accueillir, d'orienter et d'accompagner chaque personne dans un parcours de formation ou de recherche d'emploi.

Le jeudi 3 décembre de 9h30 à 16 h à la salle des fêtes du Home St Jean (110, av. Gaston Diederich L-1420 Luxembourg). Inscription souhaitée au 29 86 86 1 ou [anita.helpiquet@clae.lu](mailto:anita.helpiquet@clae.lu). Accueil des participants à partir de 9 h.

Vous trouverez davantage d'information sur l'organisation des tables rondes sur le site du CLAE : [www.clae.lu](http://www.clae.lu) . Le projet **À Citoyenneté Égale** est financé par le Fonds européen d'intégration des ressortissants des pays tiers et l'Office Luxembourgeois de l'Accueil et de l'Intégration. Il est organisé en partenariat avec l'Ausländerbeirat de la ville de Trèves et Inter Service Migrants/Est de Metz.

---

<sup>1</sup> Résultat issu de l'enquête sur les forces de travail (EFT) de 2008 et publié par le Statec dans le n°15/2009 de son statnews le 29 mai 2009.